

Les débuts de l'indépendance de la Lituanie à travers la création de l'Ambassade de France à Vilnius

dimanche 10 septembre 2017, par [Philippe de SUREMAIN](#), [Pierre VERLUISE](#)

Voici un témoignage exceptionnel sur la disparition de l'Union soviétique et les débuts de l'indépendance de la Lituanie, voilà bientôt trois décennies. Le diplomate français a qui est revenu la responsabilité de créer l'Ambassade de France en Lituanie en raconte les débuts. Toutes les générations trouveront dans ce document des informations sur un moment de rupture de l'histoire mondiale et des éclairages sur le métier de diplomate.

C'EST un évènement depuis longtemps espéré, mais survenu de façon soudaine, à la faveur du coup d'Etat manqué à Moscou le 21 août 1991 qui a enclenché la dynamique de l'implosion de l'URSS [1]. Les États Baltes - la Lituanie en tête - qui avaient proclamé leur l'indépendance quelques mois plus tôt ont été aussitôt reconnus par la France et ses partenaires européens, comme par l'ensemble de la communauté internationale. Ce qui était évident, puisque nous n'avions jamais accepté leur annexion par l'Union soviétique à la faveur de la Seconde Guerre mondiale.

Reste que la Lituanie avait ceci de particulier qu'elle avait entre temps changé de capitale, transférée de Kaunas, « capitale provisoire » avant guerre, à Vilnius, dont les Soviétiques avaient fait la capitale de la République Socialiste Soviétique de Lituanie. C'est ainsi que par un surprenant détour, les Lituanais ont récupéré leur capitale historique, celle du Grand Duché de Lituanie, au détriment de la Pologne. Avec la reprise des relations diplomatiques, c'est donc là qu'il fallait ouvrir une nouvelle ambassade, ce qui s'est fait dans une extrême précipitation : Paris avait décidé de faire vite.



Philippe de Suremain

« L'émissaire c'est vous. Et que diriez-vous si on vous nomme ambassadeur à Vilnius ? »

J'étais alors directeur adjoint d'Europe au Quai d'Orsay et en cette période estivale en charge de la direction qui couvrait alors toute l'Europe, Union soviétique comprise. Le lundi 19 août 1991 aux aurores, je suis réveillé par la permanence du cabinet du Ministre qui m'annonce un coup d'Etat à Moscou. Evènement stupéfiant. Nous avons vécu une semaine durant sous une incroyable pression ne sachant pas comment la situation allait tourner. Les scénarios les plus divers étaient échafaudés, l'URSS, voire la Russie elle-même, allait-elle se disloquer, verser dans la guerre civile ? Finalement, c'est le plus paisible qui s'est réalisé, Boris Eltsine [2], s'étant imposé et M. Gorbatchev [3] ayant pu regagner Moscou. A vrai dire, j'ai été vite rassuré : par hasard, j'avais trois enfants en vacances à Moscou où j'avais été à deux reprises en poste. Mon fils aîné réussit à me joindre très rapidement pour me dire : « Ne t'inquiète pas, tout se passe bien, j'ai passé un bon moment avec les tankistes devant la Maison Blanche, très décontractés ». C'est donc que la situation évoluait favorablement. Et voilà que le ministre des Affaires étrangères de Russie, Kozyriev, débarque sans crier gare à Paris, et le voilà installé dans le bureau du chef du protocole du Quai d'Orsay, opportunément parti en vacances. En fin de semaine, c'est l'accalmie. Le dimanche soir, le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas annonce à l'émission de télévision 7/7 qu'il envoie un émissaire personnel dans les trois capitales baltes pour leur annoncer la reprise des relations diplomatiques et l'ouverture dans chacune d'entre elles d'une Ambassade.

Quelques minutes plus tard, alors que je me trouvais chez des amis, l'Ambassade de France à Varsovie m'appelle pour me dire : « N'ayez crainte, tout est organisé, une voiture vous attend demain matin à l'aéroport ». Je téléphone à Directeur du Cabinet du Ministre qui me dit : « On vous cherche. » « Oui, on m'a déjà trouvé ! ». « L'émissaire c'est vous. Et que diriez-vous si on vous nomme ambassadeur à Vilnius ? » J'ai accepté sur le champ, sans pouvoir joindre ma femme alors en Hongrie où l'on craignait le pire de la part du grand voisin soviétique.

On ne pouvait marquer plus d'empressement !

Gagner la Lituanie depuis la Pologne et non via Moscou - ce qui était évidemment désormais impensable - était une première : la frontière était jusque-là fermée. Accueilli par un douanier, je lui ai demandé : « Vous êtes un officier soviétique ? » Il m'a répondu : « Jusqu'à présent, oui » et il m'a laissé rejoindre la conseillère du Président Vytautas Landsbergis pour gagner Vilnius sous une pluie torrentielle, remontant à contre-sens sur des kilomètres l'interminable colonne des automobilistes lituaniens venus faire le plein et leurs achats en Pologne. Il était déjà près de minuit quand nous sommes arrivés au Parlement, transformé en camp retranché par des volontaires équipés de fusils de chasse ou autres armes de fortune pour débouler dans le bureau de Landsbergis. Une personnalité exceptionnelle par son sang froid, l'habileté et la détermination avec laquelle en bon joueur d'échecs il a su s'imposer sans faux pas face au pouvoir soviétique et prendre le leadership de la lutte pour l'indépendance des Baltes. Et d'une désarmante simplicité malgré l'impressionnante popularité dont il bénéficiait jusque dans les media français. Il était déjà deux heures du matin quand je lui ai demandé, épuisé, s'il n'était pas temps de se reposer après des journées aussi mouvementées. Et je suis reparti pour Riga où j'ai été reçu le soir même par le Président du Parlement letton, Anatolijs Gorbunov, et après avoir visité notre ancienne et future ambassade, devenue la Procuration de sinistre réputation à l'époque soviétique, j'ai rejoint Tallin le 28 août 1991 pour rencontrer le Président Ruutel. Et y apprendre que je devais le lendemain même rejoindre Vilnius pour y accueillir, Roland Dumas venu refaire le même périple pour affirmer de la façon la plus solennelle le retour de la France dans la région. Le 12 septembre 1991 je présentais mes lettres de créance au Président Landsbergis. Et en mai 1992 le Président de la République française François Mitterrand était le premier chef d'Etat à se rendre en visite officielle à Vilnius dans un climat d'extraordinaire effusion populaire, puis dans les deux autres capitales baltes. On ne pouvait marquer plus d'empressement !

A l'époque soviétique, aucun officiel français n'était autorisé à se rendre à Vilnius, notre Ambassadeur moins que tout autre.

La volonté politique était manifeste de part et d'autre, et la cordialité, l'intimité même des relations entre la Lituanie et la France entre les deux guerres n'y était pas pour rien. Les Lituanais ont la mémoire longue et nous n'en avons pas perdu le souvenir, plus confusément il est vrai. La présence française était forte, l'enseignement de notre langue généralisée et si l'occupant soviétique y a mis un terme, l'Association Lituanie-France a survécu de façon subreptice - une forme de résistance - avant de réémerger de façon spectaculaire. On nous savait gré de notre refus sans la moindre ambiguïté de n'avoir jamais cédé à Moscou sur la question de la souveraineté de la Lituanie. En effet, à l'époque soviétique, aucun officiel français n'était autorisé à se rendre à Vilnius, notre Ambassadeur moins que tout autre, et ses collaborateurs seulement à titre privé. Ce qui a fait forte impression, c'est la restitution tels quels des lingots d'or que la Banque de Lituanie avait confiés avant guerre à la Banque de France qui a su les mettre à l'abri de l'occupant allemand (1940-1944) qui les lui réclamait.

Le 15 novembre 1991 la première représentation diplomatique française au complet était inaugurée en Lituanie.

Restait à ouvrir effectivement l'Ambassade de France au plus vite. Au début, c'est... ma chambre d'hôtel qui en tenait lieu. Les autorités lituanaises nous ont proposé à titre provisoire le rez-de-chaussée de ce qui allait devenir le siège de la Présidence, en piètre état mais prestigieux. M'ont rejoint mon épouse au volant de la voiture de fonction, avec ma secrétaire qui n'était autre que celle du Secrétaire général du Quai d'Orsay, tentée par l'aventure, puis par un conseiller remarquable qui s'était porté volontaire avec femme et enfants. Ont suivi l'attaché de défense, le conseiller commercial, le consul, sans oublier l'attaché culturel, le domaine le plus dynamique au départ de notre coopération naissante. Deux gendarmes aussi, tous deux cuisiniers de formation qui ont pour beaucoup contribué au moral de cette équipe peu ordinaire.

Le 15 novembre 1991 la première représentation diplomatique au complet était inaugurée. Equipée de bric et de broc au départ, avec des tables prêtées par l'université voisine et du matériel de bureau venu du ministère de la Culture. Les communications téléphoniques étaient pour le moins aléatoires et le plus pratique au début était d'appeler depuis le bureau du Président Landsbergis, en attendant que nous soyons branchés sur l'antenne parabolique installée par la Norvège sur le Parlement. Nous ne pouvions être l'objet de plus d'attention.

Restait à trouver une installation définitive, l'obsession de tous les chefs de mission. Un casse tête dans un Etat en voie de constitution, où l'on ne savait qui était responsable de quoi. Les uns négociaient avec l'administration du Parlement, les autres avec les services du Premier Ministre, ou le ministère des Affaires étrangères ou la municipalité de Vilnius dans une ambiance fébrile où l'improvisation prévalait. Effet d'une transition hâtive mais finalement rondement menée.

Où installer la chancellerie ?

Pour ce qui nous concerne, la chance nous a souri : depuis longtemps, bien avant le retour à l'indépendance (j'étais alors conseiller culturel à Moscou), l'idée planait d'un centre culturel dans un bâtiment appartenant à l'Université de Vilnius, très francophile, où Stendhal aurait fait étape à son retour de la campagne de Russie (1812) : la Maison Stendhal. En ruine, comme le reste du centre historique de Vilnius, délibérément laissée à l'abandon par les autorités soviétiques, cet édifice classé devait être

restauré. Ce qui n'a pas manqué de susciter de vives polémiques, s'agissant d'un lieu aussi symbolique. D'où d'interminables palabres avec de multiples interlocuteurs plus exigeants les uns que les autres, jusqu'au moment où, de guerre lasse, le Ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, m'envoie un télégramme m'intimant de renoncer. Par chance, le lendemain la réponse à l'appel d'offre auquel avait répondu un architecte français s'est révélé beaucoup plus avantageuse que prévue et du coup finalement acceptée par Paris. Les responsables lituaniens, en butte aux extrémistes de la sauvegarde du patrimoine, avaient là un bon prétexte pour permettre que s'engage à bon compte la réhabilitation du quartier. Restait à déterminer le titre de propriété en l'absence de cadre légal. C'est un bail emphytéotique qui a été conclu, le premier du genre, pour un montant symbolique. En février 1995, la chancellerie était superbement installée dans ses locaux définitifs, suivie en 1997 par l'Institut culturel, dont le rayonnement n'a fait que se confirmer. D'aucuns le jugeaient surdimensionné, le voilà désormais à l'étroit. La création à Kaunas d'un centre culturel à l'instigation de la Fondation Robert Schuman, impressionnée par le dynamisme de l'association Lituanie-France aura été l'élément déclencheur de cette action culturelle : c'est à cette aune que l'ensemble de notre coopération est jugée. Autre initiative dont on n'espérait pas initialement pareille fortune, lancée dès 1992 par l'épouse de notre conseiller : ouvrir une classe française dans une école lituanienne. C'est en 2017 un lycée de 400 élèves.

Le Président lituanien aide à trouver une Résidence pour l'ambassadeur de France

En l'absence de marché immobilier, trouver une Résidence, n'était pas une mince affaire, et l'hôtellerie décatie héritée de l'époque soviétique ne pouvait y suppléer. C'est le Président Landsbergis qui nous a tiré d'affaire, estimant qu'après avoir aidé la Lituanie à s'installer convenablement à Paris, il fallait en faire autant à notre égard. Il nous a proposé la villa du Président du Parlement, c'est à dire celle qui lui revenait, que nous avons aussitôt occupée. Nous avons pu après coup en faire l'acquisition à très bon compte. Une datcha à vrai dire des plus sinistres mais que nous avons pu refaire entièrement en faisant appel à la première entreprise privée tout juste créée qui a ainsi fait ses classes selon nos propres plans, ou plutôt ceux conçus par mon épouse, avec l'approbation de notre ministère « en raclant les fonds de tiroir », mais sans finalement lésiner sur l'ameublement. Le tout était tout juste achevé à notre départ (1996) après avoir vécu plusieurs mois sans chauffage ni fenêtres.

Prendre la mesure des réalités d'un moment historique

Ces péripéties immobilières peuvent sembler bien subalternes et ne semblent guère mériter avec le recul que l'on s'y attarde outre mesure. Mais elles sont significatives d'un moment où un Etat se met en place *ab nihilo*, prend forme à une vitesse record. Voilà qui ne relève pas de l'abstraction mais d'un quotidien rudement vécu au jour le jour, et d'avoir partagé cette expérience avec des préoccupations très immédiates, apparemment éloignées de la grande politique, permet un utile retour aux réalités.

Les débuts ont été pour le moins spartiates, en période de fortes pénuries qui n'ont pas démoralisé les Lituaniens dans l'euphorie de la liberté retrouvée. Magasins vides, circuits de distribution désorganisés, approvisionnement en gaz et essence interrompus par la Russie. L'ambition d'emblée proclamée non seulement de rejoindre l'Union européenne mais de s'y intégrer, et plus irréaliste encore l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, traduit une faculté d'adaptation et une capacité d'endurance jusqu'ici impressionnantes dont cette expérience peu banale m'a permis de prendre la mesure.

Ces propos recueillis par Pierre Verluise et remis en forme par ses soins ont été relus et validés par l'ambassadeur Philippe de Suremain.

Plus

L'ambassadeur Philippe de Suremain est aujourd'hui Vice-président de l'Association Réalités et Relations internationales (ARRI). Celle-ci réunit des personnalités ayant en commun la conviction qu'il faut promouvoir dans la société française l'idée d'une meilleure connaissance des réalités internationales à commencer par celles des pays de l'union Européenne.

ARRI a l'ambition d'aider à mieux comprendre les enjeux et les conséquences de la mondialisation, et voudrait promouvoir la construction européenne parce qu'elle apporte une réponse à la plupart des interrogations que cette mondialisation suscite.

ARRI rassemble un effectif d'environ 500 membres. Elle est reconnue d'utilité publique.

En savoir plus en visitant [le site d'ARRI](#).

P.-S.

Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de France en Lituanie (1991 - 1996). Vice-président d'ARRI. Propos recueillis par Pierre Verluise, Directeur des publications du *Diploweb.com*.

Notes

[1] NDLR : L'implosion de l'URSS est effective le 8 décembre 1991.

[2] NDLR : Boris Eltsine a été Président de la République socialiste fédérative de Russie du à compter du 10 juillet 1991.

[3] NDLR : Mikhaïl Gorbatchev a été Secrétaire général du Comité central du Parti communiste soviétique du 11 mars 1985 au 24 août 1991. Il a également été Président de l'URSS du 15 mars 1990 au 25 décembre 1991, date de sa démission.